

L'ARMÉE INDONÉSIENNE ET LA QUESTION DÉMOCRATIQUE

Françoise CAYRAC-BLANCHARD

On a pu déplorer le manque de "culture démocratique" en Indonésie¹. De fait, même si les nationalistes du début du XXème siècle se sont fréquemment référés à la démocratie et en ont fait un des cinq principes adoptés comme idéologie de l'Etat², ils n'en ont pas moins critiqué (et Sukarno tout le premier) la démocratie à l'occidentale et le système des partis. Leur était opposée la démocratie idéalisée du village indonésien, fondée sur le consensus et soumise à l'autorité d'un chef gérant sagement la communauté pour le bien de tous. La démocratie parlementaire n'a été pratiquée qu'après la première guerre mondiale, de 1950 à 1957, et les seules élections libres ont eu lieu en 1955.

Toute l'histoire de l'armée indonésienne, depuis sa constitution en 1945, peut se résumer comme une marche vers le pouvoir, car elle a été dès le début une force rivale du pouvoir civil. Elle a eu l'originalité de se faire attribuer officiellement un rôle politique permanent, ce qu'elle a appelé après 1965 sa "double fonction" ou "*dwi fungsi*", qui l'autorise à intervenir dans le fonctionnement du pouvoir tant au niveau des assemblées représentatives que de l'exécutif ou du judiciaire. Elle justifie cette double fonction à la fois par son rôle dans la lutte pour l'indépendance et par une sorte de devoir moral qu'elle s'attribue comme "gardienne de l'Etat et de la Nation", ce qui lui permettrait de ne pas être simplement aux ordres d'un gouvernement pouvant être dominé successivement par des partis opposés.

Dans les années 50, elle a participé activement à la définition d'une représentation de la nation visant à trouver une alternative aux partis politiques, dans le sens d'une recherche de l'unanimité par le consensus, qu'elle estimait préférable au jeu majorité/minorité caractérisant la démocratie parlementaire du modèle occidental. La "démocratie dirigée" qui en est résultée n'a pas été conforme à ses espoirs, le président Sukarno ayant finalement préféré se tourner vers les partis, et notamment le parti

¹ Ulf Sundhussen, "Compassion and illusion in the study of Indonesian politics and history", *NIAS nytt* (Nordic Newsletter of Asian Studies) n° 4, nov. 1998, pp. 5-7.

² Ce sont: la croyance en un Dieu unique, le nationalisme, le sens de l'humanité, la démocratie et la justice sociale, appelés en indonésien *Pantjasila*. Voir Bonneff (Marcel) et al., *Le Pantjasila, trente ans de débats politiques en Indonésie*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1980.

L'Armée indonésienne

communiste qui, face à l'armée, apportait un soutien populaire à sa « Révolution indonésienne ».

La marche de l'armée vers le pouvoir direct a été longue et ce n'est qu'en 1968 qu'un général, Suharto, prend la tête de l'Etat - après avoir éliminé physiquement les communistes. Le pouvoir militaire remodèle alors le système politique, appelé "démocratie Pantjasila"³. Il s'agit avant tout d'assurer l'ordre et la stabilité nécessaires à la réussite du développement économique qui devient dès lors l'objectif national et la légitimation du régime. Mais l'évolution vers un pouvoir personnel de Suharto divise à nouveau l'armée: il y a les fidèles qui mènent sans états d'âme la répression contre les opposants quels qu'ils soient, il y a ceux qui s'interrogent sur ce que devrait idéalement être la "dwi fungsi". En 1998, la démission de Suharto, vaincu par la crise économique, le FMI et le rassemblement des forces pro-démocratiques, a relancé les débats sur le rôle de l'armée dans ce nouveau contexte et sur ses relations avec la "société civile".

L'origine de l'armée indonésienne et sa relation au pouvoir civil

L'Indonésie est proclamée indépendante par Sukarno et Mohammed Hatta (premiers Président et Vice-Président) le 17 août 1945. Les occupants japonais sont là, chargés de maintenir le *statu quo* en attendant les Britanniques qui arrivent fin septembre. Les Hollandais ne font pas mystère de leur intention de récupérer leur ancienne colonie.

Malgré l'urgence de la situation, ce n'est que le 5 octobre qu'est constituée l'armée indonésienne. Le nouveau pouvoir a tergiversé⁴ sans doute pour ne pas provoquer une agression japonaise ou alliée alors qu'il est en position de faiblesse, ou peut-être parce qu'il craint de ne pas pouvoir contrôler cette armée.

Deux groupes fournissent les cadres de l'armée et aucun des deux n'a été exposé à une influence démocratique. Le groupe le plus nombreux a été formé par l'armée japonaise, au sein d'une organisation, la PETA (Défenseurs de la patrie), créée à Java en octobre 1943 en vue de repousser tout débarquement allié. En 1945, elle compte 35 000 hommes, dont 70 commandants (le grade le plus élevé auquel pouvaient prétendre les Indonésiens), 200 capitaines, 620

³ Voir note 2.

⁴ Il avait formé le 22 août des *Badan Keamanan Rakyat* (Corps de Sécurité populaire) rattachés à un Organisme d'aide aux familles des victimes de la guerre, et dont les fonctions restaient vagues ("maintenir la sécurité avec le peuple et les organismes d'Etat concernés"). Dans le gouvernement constitué le 31 août, il n'y avait pas de ministre de la Défense.

lieutenants et quelque 2000 sous-officiers⁵. Dans leur formation, la bravoure, la concentration spirituelle, l'esprit de sacrifice, l'amour de la patrie, la haine de l'Occident sont plus valorisés que le savoir militaire.

Le deuxième groupe, beaucoup plus restreint, est constitué par les officiers de l'ancienne armée coloniale (KNIL) dont treize sur quinze se rallient à la République. Leur formation est plus professionnelle mais suscite la méfiance des premiers.

Il faut aussi tenir compte des "jeunes", les *pemuda*, impatients et enthousiastes (ils ont été jusqu'à enlever Sukarno et Hatta pour les contraindre à accélérer la déclaration d'indépendance et faire qu'elle ne soit pas un "cadeau" des Japonais). Ils réclament une armée à cor et à cri et, se préparant à la lutte, ils ont constitué spontanément des groupes para-militaires irréguliers, soit autour d'une forte personnalité, soit selon une orientation idéologique ou religieuse, ou selon l'appartenance ethnique ou professionnelle. Il y a ainsi la *Hizbullah* des jeunes musulmans, la PESINDO des jeunes socialistes qui se rapprochera ensuite des communistes, le *Barisan Banteng* nationaliste, le *Laskar Rakyat* (armée du peuple), la Jeunesse de la République d'Indonésie, les Forces de la Jeunesse indonésienne, les Jeunes des Chemins de fer, des PTT, du Gaz et de l'Electricité, l'Armée des Etudiants, le Front des Rebelles du Peuple Indonésien qui s'illustrera dans la bataille de Surabaya contre les Britanniques en novembre 1945, le KRIS des jeunes chrétiens de Sulawesi, la Force Spéciale des Bataks de Sumatra⁶ ... Comme les Japonais ont pris soin de désarmer et dissoudre la PETA, les *pemuda* s'emparent comme ils peuvent des armes des troupes japonaises. Leur formation militaire se fera pendant la lutte d'indépendance qui, jusqu'en 1965, sera appelée la Révolution.

Le noyau de l'armée régulière vient de la PETA, certains groupes de *pemuda* seront absorbés, d'autres comme la PESINDO resteront indépendants et s'opposeront à l'armée. L'heure est à l'héroïsme et Abdul Haris Nasution, venu de l'armée coloniale et homme fort de l'armée dans les années 60, notera non sans amertume: « Tout devait être fait de manière "extraordinaire". La discipline de l'époque coloniale était une "discipline de cadavre". Plus de salut militaire, mais le poing levé aux cris d' "Indépendance", "Révolte" etc. Plus d'uniforme, mais la tenue du Rebelle, cheveux longs, ceinture chargée de balles. Plus de grades, plus de médailles, chacun ne faisait qu'accomplir un devoir sacré »⁷. La distinction entre le militaire et le politique n'est pas

⁵ Pauker (G.) dans Johnson (J.), *The role of the military in underdeveloped countries*, Princeton, Princeton University Press, 1962, p.191.

⁶ Voir *Nationalism and revolution in Indonesia* de George Kahin, 1952, Ithaca, Cornell Univ. Press, p. 164.

⁷ *Tentara Nasional Indonesia*, (L'armée nationale indonésienne), 1955, cité dans Anderson (B.)

toujours claire. Ces temps héroïques seront toujours rappelés avec nostalgie. Dans les années 70 et 80, l'armée s'efforcera de faire revivre le mythe de "l'unité des forces armées et du peuple".

L'armée se veut donc révolutionnaire, elle revendiquera d'être née de la lutte du peuple et, en tout cas, elle s'organise dès le début indépendamment de l'autorité civile⁸. Ainsi lorsqu'il s'agit de désigner son commandant en chef lors d'une réunion des commandants, le 12 novembre 1945, en présence du ministre de la Sécurité: les commandants, venus majoritairement de la PETA, refusent l'officier le plus ancien et le plus qualifié mais issu de la KNIL, et votent pour l'un des leurs, Sudirman, puis, après avoir empêché le ministre de prendre la parole, votent pour désigner comme ministre de la Défense le Sultan de Yogyakarta⁹. Personnalité éminemment politique, Sudirman, javanais, ancien instituteur de la Muhammadiyah, commandant de bataillon de la PETA, considérait soldats et *pemuda* comme ses enfants et soutenait que l'armée avait le droit d'avoir sa propre ligne politique dès lors qu'il s'agissait de l'indépendance de l'Etat et de la nation. Le gouvernement met un mois à entériner sa nomination et nomme un ministre de la Défense qui n'est pas le Sultan.

Ainsi dès le début y a-t-il rivalité politique entre l'armée et le pouvoir civil, qui est lui-même fort loin d'être monolithique. Il a évolué en quelques semaines du parti unique souhaité par Sukarno au multipartisme, sous l'influence des partisans de la démocratie parlementaire (proches du socialiste Sjahrir), alors mieux placés pour négocier avec les Alliés. Ce gouvernement s'efforce de contrôler l'armée et d'assurer la formation idéologique des officiers en plaçant des commissaires politiques auprès des états-majors, ce qui suscite

Java in a time of revolution, Ithaca, Cornell University Press, 1972, p.236-237.

⁸ Deux officiers venus de l'ancienne armée coloniale en témoignent. Didi Kartasasmita: " En octobre 1945, je reçus du gouvernement l'ordre d'organiser une division de la TKR à Java Ouest. Je le fis en allant du haut vers le bas. Mais dans la réalité, tout se passa en sens inverse, du bas vers le haut. Le commandant de chaque unité fut élu par ses troupes, chaque section choisit son commandant de section, chaque compagnie, son commandant de compagnie et ainsi de suite. Pour être élu, il ne s'agissait pas d'être compétent ou pas, il suffisait d'être populaire. Il n'y avait pas de hiérarchie. A cette époque, la TKR n'était pas une armée mais une collection de *pemuda* très divers". Et A.H.Nasution: "La sélection des commandants n'était pas toujours facile parce que les unités s'étaient déjà créées suivant des initiatives locales. Mes instructions étaient de trouver des commandants "plus militaires". Mais je ne pus que confirmer les commandants déjà élus...A Garut, mon candidat fut refusé par les troupes". Cité par Said (Salim), *Genesis of power, General Sudirman and the Indonesian military in politics, 1945-49*, Jakarta, Sinar Harapan, 1992 p.29-30.

⁹ Didi Kartasasmita: "Je voulus parler aussi, mais je me fis huer,"Non,Non, descends!". C'était comme ça, comme si on jouait au cow-boy. Tous les assistants avaient leur revolver, c'était fou!" *Id.*p.32-33; Dahm (B.), *History of Indonesia in the XXth century*, Londres, Pall Mall Press, 1971, p.117.

des tensions. A ce propos, Nasution parlera plus tard de "la compétition historique" qui "opposait alors les partis et l'armée".

Le débat fondamental est de savoir s'il faut négocier ou se battre pour imposer l'indépendance de la nouvelle République. Les militaires, favorables à la deuxième solution, jugent sévèrement les concessions consenties à l'ancien colonisateur. Alors que le pouvoir civil, convaincu de la faiblesse de l'armée, ne voit de salut que dans la négociation et le soutien de l'opinion internationale. Il est vrai qu'en 1948, la République sera dans une situation désespérée, après deux accords défavorables et deux "opérations de police" néerlandaises.

Entre temps, l'armée est au premier rang des luttes politiques: attirée par les ultra-nationalistes, elle reste de justesse fidèle au gouvernement lors d'une tentative de putsch en 1946. En 1948, elle réprime une insurrection communiste à Madiun, ce qui renforce les éléments conservateurs de sa direction. Peu après, elle doit lutter contre le Darul Islam, mouvement extrémiste qui veut instaurer par les armes un Etat islamique - ce qui détourne d'elle les officiers musulmans les plus orthodoxes. Enfin, lorsque le gouvernement est fait prisonnier par les Hollandais (décembre 1948), elle organise la résistance. Dans ses ouvrages, le général Nasution souligne le rôle de "gardienne de la République" de l'armée, conforme aux idées de son premier Commandant, Sudirman.

L'indépendance reconnue, et le régime parlementaire instauré, Nasution, chef d'état-major de l'armée, entreprend de réduire ses effectifs pléthoriques par un programme « de réorganisation et de rationalisation » mené en accord avec le ministre de la Défense qui, cette fois, est le Sultan. Il s'agit d'avoir une armée peu nombreuse, disciplinée, professionnelle. L'opposition est vive, car ce sont les éléments nationalistes de gauche qui sont les premiers démobilisés, les divisions s'aggravent au sein de l'armée. Une intervention parlementaire dans ce conflit provoque une tentative de putsch menée par Nasution le 17 octobre 1952. Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais d'obliger le président Sukarno (lui même très critique envers la démocratie parlementaire) à instaurer un régime fort, dégagé de l'emprise des partis.

L'échec du coup de force écarte momentanément Nasution. Mais, assez vite, l'armée, réagissant à une immixtion accrue du pouvoir civil dans les affaires militaires, refait son unité et Nasution, tirant la leçon de sa retraite forcée, adopte une nouvelle stratégie de collaboration avec le président Sukarno. En 1955, les premières élections révèlent une absence de majorité claire entre nationalistes et musulmans et la montée en puissance du Parti communiste indonésien.

L'Armée indonésienne

La crise du système politique des années 1950 et la revendication d'un rôle politique par l'armée

Redevenu chef d'état-major, Nasution reprend son programme de réforme de l'armée, provoquant à Sumatra et Sulawesi des rébellions militaires qui prennent une dimension de guerre civile. Les commandants rebelles réclament pour leurs régions plus d'autonomie, en particulier pour la répartition des revenus. Ils veulent aussi une "rectification" de la direction politique (et militaire) à Jakarta. Sukarno a en effet proposé d'associer les communistes au gouvernement. La rébellion reçoit l'aide secrète des Américains et est rejointe par des opposants du parti musulman, Masjumi, et du parti socialiste.

Nasution lance une offensive militaire, vite victorieuse, contre les rebelles. Leur mise à l'écart recentre à son avantage la direction de l'armée. Or en 1957, celle-ci gagne doublement en pouvoir: par la proclamation de l'état d'urgence (qui va durer presque dix ans¹⁰) et par le contrôle des entreprises hollandaises qu'elle assure après qu'elles eurent été saisies par les syndicats de gauche, dans le cadre de la campagne pour arracher l'Irian (Nouvelle-Guinée occidentale) aux Hollandais. A partir de ce moment, l'armée a des intérêts économiques à défendre.

Le système des partis a vécu. On parle d'un coup d'Etat militaire, et, en 1958, il s'en produit beaucoup (Birmanie, Thaïlande, Pakistan et Irak). Mais l'armée ne se sent pas prête face au très populaire Sukarno. Par contre, elle entend consolider les avantages qu'elle vient d'acquérir. Nasution choisit de collaborer avec le Président pour restructurer le système politique dans le sens d'une participation politique de l'armée et de l'affaiblissement des partis: ce sera la "démocratie dirigée".

Pour les militaires, les partis sont porteurs de division et d'instabilité, inefficaces et corrompus¹¹. Sukarno et Nasution se retrouvent sur l'idée que les partis ne peuvent représenter de manière satisfaisante l'ensemble de la nation puisqu'ils la divisent, alors que les "groupes fonctionnels", d'intérêts complémentaires, participent d'un tout national harmonieux, "familial", au dessus des divisions idéologiques¹². La liste de ces "groupes fonctionnels" est établie d'autorité: ouvriers, paysans, entrepreneurs nationaux, forces armées, groupes religieux (musulmans, protestants, catholiques, hindouistes), la

¹⁰ Aux rébellions, succèdent la campagne pour récupérer l'Irian, conservé par les Hollandais, puis la Confrontation contre la Malaysia qui ne prend fin qu'en 1966.

¹¹ Lev (D.), *The transition to Guided Democracy: Indonesian politics 1957-1959*, Cornell University Press, 1966, p.185.

¹² Voir Reeve (D.), *Golkar of Indonesia, an alternative to the party system*, Oxford, Oxford University Press, 1985, chap. 1 et 3.

Génération de la Proclamation du 17 août 1945, les services (intellectuels, enseignants, artistes, journalistes, représentants régionaux, jeunes, femmes, citoyens naturalisés).

Groupe fonctionnel, les forces armées entrent dans les institutions politiques. Les groupes fonctionnels devaient constituer un puissant Front national sous l'autorité du Président (on revenait au parti unique). Mais l'armée commence à les organiser à sa manière et à son profit, essayant de capter les organisations de masse des partis, tandis que Nasution définit le 12 novembre 1958 la « voie moyenne » qui est la position de l'armée à l'égard du pouvoir: l'armée ne fera pas de coup d'Etat pour instaurer un régime militaire et ne sera pas la "grande muette" comme en Occident, elle sera présente au gouvernement et dans les Assemblées représentatives¹³.

La Constituante élue en 1955 est alors dissoute et le retour à la Constitution de 1945, de type présidentiel, est proclamé par un décret présidentiel du 5 juillet 1959. La "démocratie dirigée" est un régime autoritaire où les instances représentatives sont nommées, où il n'y a pas d'élections (de peur d'un succès communiste), où les libertés sont réduites. Le rapprochement entre Sukarno et l'armée ne va pourtant pas durer car les buts poursuivis sont différents. Sukarno veut mobiliser la nation pour réaliser le "socialisme à l'indonésienne". Echouant à mettre sur pied son Front national, il est prêt à utiliser le potentiel du parti communiste (PKI) qui paraît en pleine expansion, et il lance un mot d'ordre d'alliance entre nationalistes, musulmans et communistes (NASAKOM). L'armée quant à elle, veut l'ordre, le développement économique et avant tout l'élimination du rival communiste.

Cet affrontement triangulaire - Sukarno, l'armée, les communistes - caractérise la période jusqu'à la crise de 1965. Les militaires ont huit ministres sur 42 au gouvernement et un quota de 34 députés nommés au Parlement au titre de groupe fonctionnel (contre 26 pour les ouvriers, 24 pour les paysans, 24 pour les musulmans¹⁴). L'armée (dominée politiquement par la direction de l'armée de terre) essaie de bloquer le PKI, mais celui-ci profite de la protection présidentielle pour dénoncer les abus militaires et gagner en influence. La réforme agraire qui provoque "l'irruption de la lutte des classes"¹⁵ dans les campagnes, marque le tournant décisif. La santé chancelante de Sukarno précipite le processus. Le PKI, accusé par l'armée d'avoir voulu prendre le pouvoir en assassinant six généraux le 30 septembre 1965, est écrasé dans le

¹³ Nasution (A.H.), *Menegakkan Keadilan dan Kebenaran* (Défendre la justice et la vérité), Jakarta, 1967, p. 158.

¹⁴ Les Forces armées comptent entre 400 000 et 450 000 hommes.

¹⁵ Selon l'expression du sociologue néerlandais W.F. Wertheim, voir *Pacific Affairs*, printemps-été 1966, pp. 115-127.

L'Armée indonésienne

sang (plus de 500 000 personnes sont massacrées), puis interdit malgré la résistance de Sukarno qui va être écarté à son tour. La lumière est loin d'avoir été faite sur tout cet épisode, sur le rôle des principaux acteurs, dont le général Suharto qui va peu à peu prendre le pouvoir avant de parvenir à la présidence en 1968, enfin sur l'influence occulte des services secrets américains.

L'armée au pouvoir

L'armée prend donc le pouvoir par un coup de force déguisé, mais en prenant soin d'observer, autant que faire se peut, les formes de la légalité: les massacres sont attribués à la "colère du peuple" devant la barbarie des communistes, accusés d'avoir mutilé les généraux tués; le président Sukarno est contraint de faire une "lettre de transfert de pouvoirs" qui devient le document fondateur de l'"Ordre nouveau"; l'Assemblée de délibération du Peuple, organe suprême de l'Etat, est largement utilisée comme instrument de légitimation, après avoir été plusieurs fois remaniée.

L'armée bénéficie dans un premier temps de l'appui de tous ceux qui avaient craint l'arrivée au pouvoir des communistes: intellectuels et étudiants libéraux, musulmans (*Nahdlatul Ulama*) qui espèrent trouver enfin le rôle politique que la majorité musulmane de la population leur paraît justifier, mais que le pouvoir leur a toujours dénié¹⁶. Si l'armée promet la démocratie et des élections, il apparaît assez vite qu'elle n'entend pas laisser remettre en cause son nouveau pouvoir.

Suharto s'occupe d'abord de purger les éléments militaires pro-sukarnistes - dont la présence explique aussi la lenteur de la prise du pouvoir. Il centralise la direction de l'armée pour mieux s'en assurer le contrôle. Un organisme de sécurité militaire (KOPKAMTIB), aux pouvoirs étendus, créé en octobre 1965 contre les communistes, calqué sur l'organisation territoriale de l'armée qui quadrille tout le pays, va permettre de réprimer toute opposition. Le rôle des services secrets va prendre beaucoup d'importance.

Les idéologues de l'armée vont développer une série d'arguments pour justifier sa position dominante et spécialement sa "double fonction" qui va aller beaucoup plus loin que la "voie moyenne" définie par Nasution en 1958. Rappelant son rôle dans la lutte pour l'indépendance et le fait qu'elle "n'a jamais été un instrument passif du gouvernement, ni un simple instrument pour maintenir la sécurité", l'armée affirme n'avoir "pas seulement une mission

¹⁶ Les Indonésiens sont musulmans à 87% (et ils sont 206 millions en 1997), mais beaucoup, parmi la majorité javanaise, étaient faiblement pratiquants et opposés à un Etat islamique susceptible de remettre en cause l'unité nationale, étant donné l'existence de minorités protestante et catholique influentes.

technico-militaire, mais aussi une mission touchant tous les domaines de la vie socio-politique". "Force moderne par sa structure et son esprit", l'armée a vu son rôle s'accroître au cours des différentes crises nationales au point de constituer "une puissante et stratégique force sociale dans la constellation politique nationale" et elle "trahirait son rôle historique et sa mission si elle restait neutre (...) pour réaliser la stabilité politique et le développement économique"¹⁷. La double fonction des Forces armées est ratifiée par des Assemblées dociles et inscrite dans la loi. Cette argumentation reprend les thèses de la sociologie américaine des années 60 qui voulait voir dans les armées du Tiers Monde les éléments les mieux organisés, les mieux éduqués donc les plus capables de mener à bien la modernisation de sociétés traditionnelles¹⁸.

L'armée s'impose donc comme "sauveur de l'unité de la Nation et de l'Etat" contre les "extrémismes de gauche" (PKI) comme "de droite" (*Darul Islam*, rébellions des années 50). Elle appelle au respect de la légalité constitutionnelle. *Pantjasila* et Constitution sont érigés en valeurs absolues au nom desquelles toute opposition est condamnée et réprimée. L'armée se veut à la fois "*stabilisator*" et "*dinamisator*", ce qui correspond aux deux objectifs majeurs qu'elle fixe pour le bien commun: stabilité et développement économique.

Les apparences de la démocratie sont respectées. Il y a plusieurs partis et des élections ont lieu tous les cinq ans. Mais elles sont avant tout une stratégie de maintien au pouvoir: tout a été arrangé pour qu'aucune alternance ne soit possible. Une partie du Parlement est nommée (100 puis 75 députés militaires sur 500), ce qui assure une majorité facile à la formation gouvernementale, le Golkar (abréviation du terme qui signifie "groupes fonctionnels"), de toute façon sûr de la victoire en raison des pressions de toutes sortes exercées sur les électeurs pendant les campagnes électorales et dans les bureaux de vote (en six élections, ses résultats ont varié entre 62 et 74%). L'Assemblée de Délibération du Peuple, qui se réunit tous les cinq ans, est nommée à 60% (ce qui faisait dire à un commentateur: "Nous sommes une démocratie à 40%"). Elle désigne par acclamations le Président. Suharto a ainsi obtenu son septième mandat en mars 1998. Il était toujours le seul candidat. Les partis, après les premières élections de 1971 où la victoire du Golkar a rassuré les

¹⁷ Voir Notosusanto (Nugroho), *The dual fonction of the Indonesian Armed Forces*, Jakarta, Center for the Armed Forces History, 1970, p. 22-28; du même, *Pejuang dan Prajurit* (Combattant et soldat), Jakarta, Sinar harapan, 1984, p. 149-242; Murtopo (Général Ali), *Strategi Politik Nasional*, Jakarta, Center for Strategic and International Studies, 1973, p.92.

¹⁸ Voir Pye (Lucian), "Armies in the process of political modernisation", dans Johnson (John J.) ed. *The role of the military in underdeveloped countries*, Princeton, Princeton University Press, 1962.

militaires qui s'aventuraient assez nerveusement sur le terrain électoral, ont été invités à se "simplifier", c'est-à-dire à se regrouper en deux formations, de dix qu'ils étaient. Face au Golkar, il y a eu ainsi le Parti Unité Développement (PPP, musulman) et le Parti Démocrate d'Indonésie (PDI) qui rassemble les nationalistes et les partis chrétiens. Cette refonte imposée d'en haut et les manipulations qui garantissent la docilité de leur direction leur enlèvent toute qualité représentative. Le Golkar sera longtemps dirigé par des généraux, jusqu'à ce qu'il devienne un enjeu entre Suharto et l'armée qui ne s'entendent plus. Suharto s'y assure l'autorité suprême. Le Golkar comprend d'office les fonctionnaires, obligés à la "monoloyauté" et inclut dans sa "famille" les Forces armées. Le Parlement n'a d'autre rôle que d'adopter les lois dont le gouvernement a l'initiative. Le gouvernement est formé de technocrates choisis par le Président et responsables devant lui. Tout le système vise à dépolitiser la société. Les partis sont interdits d'activité au niveau des villages pour préserver les paysans (devenus "masse flottante") de l'influence nocive de la politique.

Avec l'Ordre nouveau, on a vu les militaires accéder en grand nombre à des fonctions civiles, au point qu'on a pu parler de "verdissement" de l'appareil d'Etat. Les proportions ont varié au cours de trente-deux ans d'Ordre nouveau, selon que Suharto s'est appuyé sur l'armée ou éloigné d'elle. Les militaires ont également beaucoup développé leurs intérêts économiques et financiers¹⁹, en conjonction avec les entreprises d'Etat, souvent en association avec des financiers sino-indonésiens. Dans les années 80, la montée des enfants Suharto, rapidement milliardaires, a nui aux intérêts militaires. De l'avis des observateurs étrangers, l'Indonésie est devenue un des pays les plus corrompus du monde.

Malgré le carcan institutionnel et un climat de peur, une opposition s'est développée en même temps que la base politique du régime s'est restreinte. D'abord les étudiants, qui, à chaque génération, ont dénoncé la corruption, le pillage des ressources du pays, les inégalités sociales, l'absence des libertés fondamentales, les excès du pouvoir. Les intellectuels libéraux se sont vite aperçus que le nouveau pouvoir ne tiendrait pas ses promesses de démocratie. Les musulmans aussi sont entrés en opposition, déçus d'être de nouveau écartés du pouvoir, de voir les Sino-Indonésiens s'associer aux généraux pour s'enrichir et l'influence de la minorité chrétienne grandir. Même des généraux (retraités) sont passés dans l'opposition (au premier rang desquels Nasution), pour dénoncer les excès de la "double fonction" revue par Suharto et pour regretter que l'armée soit utilisée par le pouvoir, fût-il aux mains d'un général,

¹⁹ Voir Robison (R.) *Indonesia, the rise of capital*, Sydney, Allen and Unwin, 1986, chap.7.

pour accomplir ses basses oeuvres et défendre la richesse insolente du clan Suharto. Enfin, ouvriers et paysans ont protesté contre l'exploitation dont ils étaient victimes.

S'appuyant sur l'armée, et en particulier sur les forces spéciales d'intervention rapide, prestigieuses et favorisées, Suharto a réprimé tous les mouvements d'opposition. Souvent de façon sanglante (manifestations d'étudiants, de musulmans, mouvements séparatistes à Timor, Atjeh ou en Irian), parfois plus subtilement lorsqu'il s'agissait de ses anciens compagnons (sanctions financières, refus de crédits, de licences ou interdiction de quitter le pays). Lors de mouvements sociaux, le "danger latent" du communisme a toujours été invoqué pour justifier la répression. Le dosage des peines d'emprisonnement distribuées par une justice le plus souvent aux ordres serait digne d'une étude spéciale. La censure sur la presse a fonctionné très activement, et le silence était efficace pour étouffer les abus. Les assassinats politiques ont été plus nombreux ces dernières années.

Il faut toutefois remarquer que le système n'aurait peut-être pas fonctionné aussi longtemps s'il n'avait bénéficié d'une certaine réussite économique. D'abord grâce au pétrole qui a fourni une véritable manne après les deux chocs pétroliers; puis, à partir de la fin des années 80, grâce à la libéralisation du secteur bancaire qui a favorisé l'essor des industries manufacturières d'exportation financées par les investissements étrangers. Le taux annuel de croissance dépasse alors 7%. L'Indonésie rejoint le club des dragons et la Banque mondiale applaudit le "miracle indonésien". Les chiffres officiels sont éloquentes: le revenu annuel par tête est passé de 100 dollars en 1969 à 1000 en 1997. La pauvreté absolue a reculé (40% en 1980, 11% en 1996). L'autosuffisance en riz est atteinte. Le programme de contrôle des naissances est un succès, tout cela dans la première communauté musulmane du monde.

Mais la crise monétaire qui frappe l'Indonésie en 1997, met brutalement en lumière tous les côtés négatifs du développement: les inégalités sociales, la mauvaise santé du secteur bancaire, les créances douteuses, les monopoles et autres privilèges accordés aux proches du pouvoir, les subventions, tout ce qui constitue le système Suharto. Le miracle économique s'efface. La roupie s'effondre, il n'y a plus d'argent, les entreprises ferment, le chômage bondit, les produits de première nécessité se raréfient. Suharto se montre incapable de rétablir la situation et de satisfaire les exigences du FMI. L'opposition, galvanisée par la crise, descend dans la rue pour des manifestations sans précédent, elle exige le départ de Suharto. Lâché par tous, il démissionne le 21 mai 1998.

Quelle est l'attitude de l'armée dans cette situation exceptionnelle et face à cette demande de réformes démocratiques ?

L'Armée indonésienne

Il n'y a eu jusqu'ici qu'un changement de personne mais pas un changement de système. Bacharuddin Jusuf Habibie, qui a succédé à Suharto à la présidence, a été son ministre favori pendant 20 ans, a maintes fois déclaré son admiration pour lui et a pleinement participé au système. Comment pourrait-il assumer de manière convaincante les réformes réclamées ? C'est pourquoi les manifestants sont redescendus dans la rue à la mi-novembre pour protester contre la réunion de l'Assemblée de délibération du Peuple issue des élections de 1997 qu'ils dénonçaient comme non-représentative de la souveraineté du peuple qu'elle est censée incarner. Au prix de nouveaux morts, ils ont réclamé le départ d'Habibie, la fin du rôle politique de l'armée et le jugement de Suharto.

Or ce n'est pas du tout ce qui se fait. Certes, Habibie a promis une nouvelle loi électorale et laisse des partis se créer librement; des élections législatives et présidentielles auront lieu en 1999; le général Prabowo, gendre de Suharto, qui a reconnu avoir fait enlever et torturer des militants des droits de l'homme (dont certains n'ont pas reparu) au début de 1998, est passé devant un conseil de discipline qui l'a renvoyé de l'armée "honorablement". Aux yeux des étudiants en colère, tout cela est beaucoup trop peu et ne garantit pas que la démocratie soit au bout du chemin.

La position de l'armée est loin d'être aussi forte que dans le passé. Elle a été manipulée et affaiblie par Suharto, surtout depuis la fin des années 80. Devant la désaffection des militaires, il a alors choisi de s'appuyer sur un islam qui paraissait apprivoisé politiquement, mais qui s'est considérablement renforcé au sein de la société et à qui la fréquentation des allées du pouvoir a donné de nouvelles ambitions, actuellement encouragées par la fragilité du nouveau président. Ceci est un sujet d'inquiétude pour l'armée, même si elle est plus islamisée que par le passé, car le nouveau sectarisme musulman lui apparaît dangereux pour l'unité de la nation.

L'armée est toutefois en porte-à-faux. Sa direction, nommée par Suharto, a montré en mai 1998 de la compréhension pour les demandes de *reformasi*, mais elle a sans doute donné des garanties à Suharto pour le pousser à se retirer. Elle a ensuite choisi de se ranger derrière le président Habibie. Pourtant, ce dernier qui s'est lui aussi appuyé sur l'islam en assumant la présidence de l'Association des Intellectuels Musulmans d'Indonésie depuis 1990, a longtemps été la bête noire des militaires. Le souci de rétablir l'ordre et de surmonter la crise économique l'a emporté.

L'armée semble un peu dépassée par la situation. Le général Wiranto, commandant en chef des Forces armées, évoque "les défis toujours plus

compliqués" auxquels il faut faire face²⁰. L'image de l'armée dans l'opinion indonésienne est au plus bas. Critiquée depuis longtemps pour sa brutalité meurtrière à l'égard des opposants, elle a vu celle-ci exposée au grand jour depuis le mois de mai 1998. C'est elle qui est accusée de la mort des manifestants étudiants, des pogroms anti-chinois, des viols systématiques de femmes chinoises qui ont eu lieu à ce moment; c'est elle qui est responsable des charniers découverts à Atjeh où elle a réprimé un mouvement séparatiste depuis 1990. Le général Wiranto a présenté des excuses à la population d'Atjeh, ce qui est absolument sans précédent mais n'a pas suffi à désarmer la haine des familles des victimes.

Il semble que l'armée soit prête à voir décroître son influence, que plusieurs généraux ont jugée excessive sous l'Ordre nouveau. Mais il serait prématuré de voir là la fin de la "double fonction". Le nombre des militaires siégeant d'office au Parlement passerait de 75 à 38 et le rôle de l'armée serait plus indirect, consistant à contrôler sans assumer la direction du mouvement. C'est beaucoup moins que ce que réclament les manifestants. Le discours du général Yudhoyono, chef des Affaires socio-politiques des Forces armées, est à cet égard révélateur: en même temps qu'il affirme que les Forces armées "maintiendront la stabilité, la loi et l'ordre" tout en prenant part aux réformes et en "encourageant le développement d'une société civile démocratique", il paraît douter de la "maturité et de l'expérience" de la société indonésienne pour y parvenir et conclut que la "réduction de leur rôle ne veut pas dire que les Forces armées seront indifférentes à la direction que prend le pays et d'autant plus si c'est une mauvaise direction"²¹...

Peut-on dire, comme l'ont suggéré certains auteurs²², qu'en Indonésie les militaires se sont imposés aux commandes de l'Etat en réponse à une incapacité des civils ? L'instabilité, la persistance des problèmes économiques et d'insécurité qui ont marqué la période de démocratie parlementaire montrent au plus que ce régime était fragile. Fragilité renforcée par la quasi-absence d'une bourgeoisie capable de faire contrepoids aux ambitions militaires. Les milieux d'affaires étaient et restent dominés par des membres de la minorité chinoise. Or celle-ci, mal intégrée, contrairement à celles de la Thaïlande ou des Philippines, ne cherche pas à s'affirmer politiquement, se contentant de rechercher la protection du pouvoir en place. Face au danger communiste, les

²⁰ Cité par le général Susilo Bambang Yudhoyono, chef des Affaires socio-politiques des Forces armées, dans la communication qu'il a présentée au séminaire de La Haye, le 26 octobre 1998, sur "The relations between the European Union and Indonesia in the context of the Asian crisis".

²¹ *Id.* p. 3 et 9.

²² Voir Finer (S.E.), *The man on horseback, the role of the military in politics*, Boulder Co., Westview Press, 1988 (2ème édition), p.4. et Huntington (Samuel P.), *Political order in changing societies*, New Haven & Londres, Yale University Press, 1968, p. 194.

L'Armée indonésienne

partis politiques n'ont opposé qu'assez peu de résistance à la montée de l'autoritarisme et les militaires se sont persuadés peu à peu qu'eux seuls avaient les moyens de résoudre les problèmes du pays, même si aujourd'hui le bilan de leur action en tant qu'"agent de modernisation" ne paraît pas très positif aux yeux de l'opinion indonésienne.

Peut-être faut-il souligner l'esprit de caste manifesté par l'armée indonésienne dès sa formation, et y distinguer l'influence des Javanais, majoritaires au sein de la population et donc à la direction de l'armée, ainsi que le poids de l'histoire: colonialisme néerlandais peu soucieux de préparer l'indépendance, mouvement nationaliste imprégné d'une philosophie javanaise marquée par la tradition des royaumes hindouisés d'avant l'islamisation, influence du militarisme japonais, indépendance acquise par la lutte armée. Si l'on compare la position de l'armée en Malaisie, l'autre Etat asiatique à dominante musulmane, la différence est évidente: en Malaisie, l'armée est une "grande muette", ce qui peut s'expliquer par l'influence du colonialisme britannique qui a instauré un régime parlementaire après la deuxième guerre mondiale, et accordé l'indépendance aux Malais au terme d'une négociation pacifique.